



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
7 décembre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Communication n° 2279/2013

Constatations adoptées par le Comité à sa 115^e session (19 octobre-6 novembre 2015)

Communication présentée par : Z.

Au nom de : L'auteur et son fils, N.

État partie : Australie

Date de la communication : 21 janvier 2013

Références : Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 29 juillet 2013 (non publiée sous forme de document)

Date des constatations : 5 novembre 2015

Objet : Déplacement d'un enfant de Pologne en Australie sans le consentement du père

Question(s) de procédure : Épuisement des recours internes ; justification suffisante des griefs ; incompatibilité *ratione materiae*

Question(s) de fond : Procès équitable, immixtion arbitraire ou illégale dans la famille, protection de la famille, protection de l'enfant, discrimination

Article(s) du Pacte : 14, 17 (par. 1), 23 (par. 1), 24 (par. 1) et 26

Article(s) du Protocole facultatif : 2 et 5 (par. 2 b))



Annexe

Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115^e session)

concernant la

Communication n°2279/2013*

Présentée par : Z.
Au nom de : L'auteur et son fils, N.
État partie : Australie
Date de la communication : 21 janvier 2013

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 5 novembre 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 2279/2013 présentée par Z. en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Constatations au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif

1. L'auteur de la communication est Z., de nationalité polonaise et australienne, né en 1959. Il présente sa communication en son nom propre et en celui de son fils, N., lui aussi de nationalité polonaise et australienne, né en 2004. Il affirme être victime d'une violation de l'article 14, du paragraphe 1 de l'article 17, du paragraphe 1 de l'article 23 et de l'article 26 du Pacte. Il affirme également que son fils est victime d'une violation des articles 14, 24 et 26 du Pacte. L'auteur n'est pas représenté par un conseil. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 25 décembre 1991.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur a épousé en 2000 une ressortissante biélorussienne qui avait sa résidence permanente en Pologne. Le couple vivait en Pologne et a eu un enfant en 2004, qui avait la nationalité australienne par naissance. En décembre 2006, la famille s'est installée à Perth (Australie). En septembre 2009, l'épouse de l'auteur a acquis la nationalité australienne et, en octobre 2009, la famille est rentrée en Pologne, où l'auteur avait son travail. Selon l'auteur, peu de temps après leur retour en Pologne, son épouse a insisté pour retourner en Australie, passant aux « insultes et aux provocations verbales » dès que le sujet était abordé. Elle a également menacé l'auteur d'« emmener leur fils là où il [le père] ne pourrait pas le retrouver ». À la suite de ces menaces répétées, l'auteur a caché le passeport australien de l'enfant.

2.2 En février 2010, l'auteur a entamé une procédure de divorce et de garde d'enfant en Pologne.

2.3 Le 5 mars 2010, l'épouse de l'auteur a déposé une demande de délivrance d'un passeport en urgence pour leur fils auprès de l'ambassade d'Australie à Varsovie. Le passeport a été délivré le 17 mars 2010¹. L'auteur affirme qu'à l'ambassade d'Australie, la responsable des services consulaires, qui savait pourtant qu'une procédure de divorce et de garde était en cours en Pologne, a conseillé à la femme de l'auteur de demander un passeport d'urgence pour l'enfant, sans le consentement du père. Elle a ensuite transmis la demande à Canberra en recommandant personnellement la délivrance du passeport. L'auteur ajoute que son épouse a prétendu être victime de violence conjugale afin d'obtenir le passeport.

2.4 Le 31 mars 2010, l'épouse de l'auteur s'est enfuie en Australie avec l'enfant, sans le consentement du père. Le lendemain, l'auteur a porté plainte auprès de la police en Pologne. À la suite de l'enquête de police, l'auteur a appris que sa femme et son enfant s'étaient rendus à l'ambassade d'Australie à Varsovie, d'où ils avaient été conduits à l'aéroport par du personnel de l'ambassade.

2.5 À la suite de la procédure de divorce engagée par l'auteur, le mariage a été dissous, par une décision en date du 2 août 2010 du tribunal d'arrondissement de Plock (Pologne). Le tribunal a confié la garde exclusive de l'enfant au père, chez qui il a aussi établi sa résidence. Entre-temps, le 13 avril 2010, l'épouse de l'auteur a déposé une demande visant à obtenir la garde de l'enfant auprès du tribunal des affaires familiales d'Australie-Occidentale. Le 21 avril 2010, celui-ci a décidé, à titre provisoire, que l'enfant vivrait avec sa mère jusqu'à nouvel ordre.

2.6 Le 18 juin 2010, l'auteur a déposé une demande visant au retour de l'enfant en vertu de la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants auprès de l'autorité centrale polonaise, qui l'a transmise à l'autorité centrale australienne. Par décision du 4 février 2011, le tribunal des affaires familiales d'Australie-Occidentale a ordonné le retour du fils de l'auteur en Pologne, conformément à la Convention de La Haye.

2.7 Le 16 février 2011, l'ex-épouse de l'auteur a fait appel de la décision du tribunal des affaires familiales auprès de ce même tribunal siégeant en formation plénière, en contestant la conclusion selon laquelle l'enfant avait sa résidence habituelle en Pologne. L'audience plénière a eu lieu le 13 avril 2011. Selon l'auteur, l'issue de celle-ci était déterminée

¹ L'auteur a fourni une copie d'une lettre émanant du directeur du service des passeports du Ministère australien des affaires étrangères et du commerce, datée du 9 avril 2010, qui informait l'auteur que le passeport de son fils avait été délivré conformément à l'article 11 de la loi australienne de 2005 relative aux passeports, qui autorise qu'un passeport soit délivré à un enfant sans le consentement d'un des parents et sans l'ordonnance d'un juge, dans des circonstances spéciales, notamment dans le cas où l'enfant a quitté l'Australie moins de douze mois avant la demande de passeport et si le Ministre considère que la délivrance d'un passeport permettrait à l'enfant de rentrer en Australie.

d'avance, le juge président ayant dit à son ex-épouse : « Ne vous en faites pas, nous ne laisserons personne vous retirer votre enfant »². L'auteur ajoute que son ex-épouse a été autorisée à présenter d'autres arguments écrits et a fait l'objet d'un contre-interrogatoire, contrairement à lui qui, malgré les assurances du procureur dans ce sens, n'a pas été contre-interrogé. Les juges n'ont pas tenu compte des éléments de preuve qu'il proposait de produire, notamment une carte d'émigration aéroportuaire signée par l'ex-épouse de l'auteur, dans laquelle elle avait déclaré quitter définitivement l'Australie ; des billets d'avion aller simple et des déclarations de leur fils faisant état de maltraitance de la part de la mère. Les juges n'ont fait aucun cas de ces éléments de preuve, tout en examinant de près ceux présentés par son ex-épouse, ce qui les a amenés à adopter des conclusions factuelles erronées et à considérer notamment que l'enfant avait sa résidence habituelle en Australie. L'auteur soutient que le tribunal en formation plénière aurait dû renvoyer l'affaire devant le tribunal des affaires familiales aux fins de réexamen.

2.8 Le 8 juillet 2011, le tribunal en formation plénière a infirmé la décision du tribunal des affaires familiales et jugé que l'autorité centrale australienne n'aurait pas dû faire droit à une « demande de retour » qui concernait un enfant résidant de façon permanente en Australie.

2.9 La demande présentée par l'auteur à l'autorité centrale australienne afin qu'elle l'autorise à se pourvoir contre la décision rendue par le tribunal en formation plénière auprès de la Haute Cour d'Australie a été rejetée. Deux demandes d'autorisation de pourvoi que l'autorité centrale polonaise a adressées à l'autorité centrale australienne ont elles aussi été rejetées en 2011. La demande que l'auteur a soumise directement à la Haute Cour aux fins d'obtenir l'autorisation de se pourvoir a également été rejetée au motif qu'il n'était pas partie à la procédure. L'auteur fait observer qu'il était partie à la procédure devant le tribunal des affaires familiales de Perth, mais que son nom a été effacé du dossier lorsque l'affaire a été portée devant le tribunal en formation plénière.

2.10 Le 6 décembre 2011, l'auteur a adressé une requête à l'autorité centrale australienne pour demander un droit de visite pour son fils. Le 1^{er} novembre 2012, l'autorité centrale lui a répondu en lui demandant de remplir une nouvelle demande de droit de visite. Une demande de droit de visite en vertu de la Convention de La Haye a été déposée auprès du tribunal des affaires familiales d'Australie-Occidentale le 2 juillet 2013 ; elle a été définitivement suspendue le 29 janvier 2014, au motif qu'une procédure interne concurrente avait été engagée par l'ex-épouse de l'auteur le 13 avril 2010.

2.11 Le 27 mai 2014, le tribunal des affaires familiales d'Australie-Occidentale a annulé toutes les ordonnances précédentes touchant aux droits parentaux et confié l'entière autorité parentale à la mère. Le tribunal a également ordonné que l'enfant vive avec la mère et que le père soit autorisé à passer du temps avec l'enfant en Australie, sous la supervision de la mère ou d'un organisme agréé et à des dates convenues d'un commun accord avec la mère, moyennant un préavis écrit d'au moins deux semaines.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme que le retrait de son enfant à son père et à sa famille en Pologne constitue une immixtion arbitraire dans la famille et le domicile, en violation de l'article 17 du Pacte. Le fait que l'enfant lui a été retiré de force porte aussi atteinte au droit de l'auteur de jouir d'une vie familiale, en violation du paragraphe 1 de l'article 23 du Pacte. L'auteur ajoute que les conclusions erronées auxquelles est parvenu le tribunal en formation plénière concernant l'allégation de violence familiale sans enquête en bonne et due forme constituent également une violation de l'article 17.

² L'auteur précise que ces propos ne figuraient pas dans le procès-verbal d'audience, dont il avait demandé à recevoir copie.

3.2 L'auteur affirme que l'article 14 du Pacte a été violé car il a été porté atteinte à son droit à une procédure régulière par le tribunal en formation plénière, qui s'est uniquement fondé sur les accusations portées par son ex-épouse, n'a pas dûment examiné les éléments de preuve présentés par l'auteur et n'a contre-interrogé que son ex-épouse, violant ainsi le principe de l'égalité des armes. De plus, l'auteur n'a pas été autorisé à se pourvoir contre la décision rendue par le tribunal en formation plénière au motif qu'il n'était pas partie à la procédure, ce qui l'a privé de la possibilité de se défendre contre les hypothèses retenues par le tribunal ainsi constitué.

3.3 L'auteur soutient que le point de vue de son fils n'a pas été dûment représenté, puisque celui-ci n'avait pas de représentant à l'audience, et que ses intérêts n'ont donc pas pu être déterminés correctement indépendamment des intérêts de la mère, ce qui est contraire aux garanties d'une procédure équitable et prive l'enfant de la protection prévue à l'article 24 du Pacte. De plus, l'auteur fait valoir que le tribunal en formation plénière n'a pas agi dans l'intérêt supérieur de l'enfant en ne faisant aucun cas des déclarations écrites de l'enfant concernant les mauvais traitements physiques et psychologiques infligés par sa mère.

3.4 L'auteur affirme que, en lui refusant l'autorisation de se pourvoir contre la décision du tribunal en formation plénière, l'autorité centrale australienne a privé l'auteur et son fils de leur droit d'être entendus dans toute procédure judiciaire les concernant, en violation des articles 14 et 26 du Pacte. L'auteur ajoute que son fils n'a pas été représenté par un avocat pour les mineurs ni assisté par un pédopsychologue désigné par le tribunal.

3.5 L'auteur affirme que l'autorité centrale australienne a aussi violé le paragraphe 3 c) de l'article 14 et l'article 26 en causant un retard excessif au procès et à la procédure relative au droit de visite prévue par la Convention de La Haye. Selon lui, la réponse de l'autorité centrale australienne, envoyée un an après le dépôt de sa demande de droit de visite, qui l'invitait à déposer un nouveau formulaire portant une nouvelle date, n'avait d'autre but que de retarder la procédure relative au droit de visite.

3.6 L'auteur allègue également une violation du paragraphe 1 de l'article 3, du paragraphe 1 de l'article 9 et de l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans ses observations datées du 17 juin 2014, l'État partie conteste la recevabilité des griefs de l'auteur. Il fait valoir que si l'auteur a épuisé les recours prévus par la Convention de La Haye, il n'a pas épuisé les recours internes offerts par les dispositions de la loi sur la famille de 1975 concernant les procédures applicables à la garde des enfants, sur lesquelles l'auteur aurait pu se fonder pour demander le retour de son enfant en Pologne.

4.2 L'État partie affirme que les griefs de l'auteur au titre de l'article 14 du Pacte n'ont pas été suffisamment étayés. L'auteur n'a fait valoir aucune violation précise de l'article, se bornant à formuler des allégations générales sur la conduite du tribunal en formation plénière, la manière dont celui-ci a apprécié les éléments de preuve, le caractère équitable de la procédure, l'égalité des armes, ainsi que le déni de justice et l'impartialité.

4.3 L'État partie fait observer que le tribunal en formation plénière a rejeté la demande de la mère visant à produire des éléments de preuve relatifs à la violence familiale. Il a conclu que l'enfant de l'auteur ne résidait pas habituellement en Pologne et n'a formulé aucune conclusion concernant la violence familiale. De ce fait, le grief de l'auteur n'est pas suffisamment étayé.

4.4 En ce qui concerne les allégations de l'auteur au titre du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, l'État partie soutient que les procédures au titre de la Convention de La Haye ne sont pas des procédures pénales et que, de ce fait, elles n'entrent pas dans le champ d'application de la disposition invoquée.

4.5 Concernant les griefs de l'auteur relatifs à l'égalité des armes, l'État partie fait valoir que l'auteur n'était pas partie à la procédure devant le tribunal en formation plénière et que, par conséquent, ces griefs ne sont pas étayés.

4.6 Selon l'État partie, si le Comité considérait que les griefs de l'auteur au titre de l'article 14 sont recevables, il devrait les rejeter comme étant mal fondés. Le tribunal en formation plénière a satisfait au principe d'impartialité, qui veut que les juges n'aient pas de parti pris et qu'ils soient perçus comme en étant dépourvus. Rien n'indique que le tribunal ainsi constitué ait manqué d'impartialité. En ce qui concerne le principe de l'égalité des armes, l'État partie note que l'argument n'est pas pertinent puisque l'auteur n'était pas partie à la procédure devant le tribunal en formation plénière. Enfin, l'État partie fait observer que ce dernier s'est fait sa propre opinion quant à la pertinence des éléments de preuve produits par la mère dans le contexte de l'ensemble de ce qui s'est passé à l'audience.

4.7 S'agissant des griefs de l'auteur tirés de l'article 17 du Pacte, l'État partie soutient que l'auteur n'a pas formulé d'allégations précises pour les étayer. En particulier, l'auteur n'a pas expliqué en quoi la délivrance d'un passeport en urgence était illégale ou arbitraire. Bien que la mère ait fait état de violence familiale, l'État partie fait observer que ce n'est pas cet élément qui a justifié la délivrance du passeport. Le passeport a été délivré pour permettre à l'enfant de regagner son lieu de résidence habituelle, et aux parents de régler leur différend concernant la garde devant un tribunal australien. Par conséquent, la décision de délivrer le passeport était raisonnable et objective, et conforme au droit australien.

4.8 En ce qui concerne les griefs de l'auteur au titre de l'article 23 du Pacte, l'État partie note que le Comité n'examine une violation de cet article que dans le contexte d'une violation de l'article 17. L'auteur n'a pas suffisamment étayé son allégation selon laquelle les mesures prises pour protéger son enfant dans le cadre de la procédure devant le tribunal en formation plénière avaient été insuffisantes. Quant au fond, l'État partie note que la décision rendue par le tribunal en formation plénière n'était ni arbitraire ni illégale et que celui-ci a dûment examiné les éléments de preuve dont il disposait avant de se prononcer.

4.9 L'État partie fait valoir que les griefs de l'auteur au titre de l'article 24 sont eux aussi irrecevables en ce qu'ils sont insuffisamment étayés. Le tribunal en formation plénière a déterminé que c'était la juridiction australienne qui était compétente pour statuer sur les arrangements parentaux concernant l'enfant. L'État partie note qu'il n'appartient pas au Comité d'apprécier les faits et les éléments de preuve, sauf s'il appert que la décision des tribunaux internes était manifestement arbitraire ou constituait un déni de justice. Quant au fond, l'État partie fait valoir que le fils de l'auteur a bénéficié des mesures de protection requises, puisque les procédures prévues par la Convention de La Haye étaient le cadre juridique approprié pour traiter cette question. Lesdites procédures visent la détermination de la juridiction dans laquelle les différends entre les parents doivent être réglés et ne sont pas censées constituer un examen exhaustif des arrangements qui seront pris par la suite concernant la garde, en privilégiant l'intérêt supérieur de l'enfant. La question examinée par le tribunal en formation plénière était celle de savoir si l'enfant avait sa résidence habituelle en Pologne afin de déterminer s'il devait être renvoyé dans ce pays pour qu'il y soit statué sur les questions relatives à sa garde. Le droit australien prévoit la désignation d'un avocat des mineurs indépendant dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsque l'un des parents soulève des objections quant au retour de l'enfant. L'État partie note que cela n'était pas pertinent en l'espèce, puisqu'il s'agissait de déterminer où l'enfant avait sa résidence habituelle.

4.10 En ce qui concerne les griefs de l'auteur au titre de l'article 26 du Pacte, l'État partie affirme qu'ils n'ont pas été suffisamment étayés et qu'il n'y a pas suffisamment de preuves indiquant que le tribunal a soumis l'auteur à un traitement discriminatoire. L'État partie ajoute que, dans tous les cas, de telles allégations sont sans fondement, car on ne voit pas bien sur quelle base l'auteur ou son enfant auraient été victimes d'une discrimination.

4.11 L'État partie soutient que les griefs de l'auteur au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant ne relèvent pas du mandat du Comité et devraient être rejetés *ratione materiae*.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5. Le 20 juillet 2014, l'auteur a présenté ses commentaires sur les observations de l'État partie, dans lesquels il a réitéré les arguments qu'il avait déjà avancés. L'auteur fait observer que la communication qu'il a présentée au Comité ne porte pas sur les procédures relatives à la garde qui sont en cours en Australie et que, par conséquent, il n'est pas tenu d'épuiser les recours disponibles en Australie, dont son ex-épouse s'est prévalu. Il ajoute qu'il a déjà obtenu une ordonnance définitive d'un tribunal polonais concernant le divorce et la garde.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Le Comité prend acte de l'argument de l'État partie selon lequel, bien que l'auteur ait épuisé les recours internes concernant les procédures de retour prévues par la Convention de La Haye, il n'a pas épuisé les recours internes prévus par la loi australienne sur la famille de 1975 et qu'il aurait pu aussi demander le retour de son enfant dans ce cadre. Cependant, le Comité note que l'auteur, qui résidait en Pologne, a déployé des efforts considérables pour engager des procédures administratives et judiciaires, tant en Pologne qu'en Australie, pour obtenir le droit de visite et la garde de son fils. L'action judiciaire qu'il a intentée en Pologne a abouti à une décision lui confiant la garde de l'enfant en avril 2010. En ce qui concerne les procédures engagées par l'auteur dans l'État partie, le Comité relève qu'elles visaient à obtenir le retour de l'enfant ainsi que le droit de visite, et que les recours disponibles dans les deux cas ont été dûment épuisés, comme le reconnaît l'État partie. Le Comité fait en outre observer que les procédures relatives à la garde engagées en Australie par l'ex-épouse de l'auteur en avril 2010 étaient toujours pendantes en janvier 2014, lorsque la requête relative au droit de visite présentée par l'auteur a été suspendue, et que l'État partie n'a fourni aucune explication pour justifier un tel retard, en particulier au vu de la question en jeu. Étant donné ce qui précède, le Comité considère qu'il n'y a aucun obstacle à ce qu'il déclare la communication recevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

6.4 Le Comité prend acte des griefs de l'auteur selon lesquels son fils et lui auraient été victimes de discrimination de la part de l'autorité centrale australienne, en ce que celle-ci ne l'a pas autorisé à se pourvoir contre la décision du tribunal en formation plénière infirmant la décision du tribunal des affaires familiales qui avait ordonné que l'enfant soit renvoyé en Pologne, et a causé des retards excessifs dans le traitement judiciaire de sa demande de droit de visite. Le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel l'auteur n'a pas suffisamment étayé son grief et qu'il n'a pas présenté suffisamment de preuves indiquant qu'il y aurait eu traitement discriminatoire. Le Comité note également que l'auteur n'a pas précisé en quoi son fils et lui auraient subi une discrimination au sens de l'article 26. Par conséquent, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ses griefs au titre de l'article 26 et déclare cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.5 Le Comité prend note des griefs de l'auteur tirés du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, portant sur l'appréciation des éléments de preuve à laquelle a procédé le tribunal en formation plénière. Le Comité rappelle que, d'une manière générale, il appartient aux organes des États parties d'examiner les faits et les éléments de preuve, sauf s'il peut être établi que l'appréciation a été arbitraire ou manifestement erronée ou qu'elle constituait un déni de justice³. Le Comité considère que l'information qui a été fournie par l'auteur et versée au dossier ne lui permet pas de conclure que ce fut le cas. Il considère également que l'auteur n'a pas fourni suffisamment de preuves pour étayer son allégation selon laquelle le tribunal en formation plénière a manqué d'impartialité. Par conséquent, le Comité considère que ces allégations n'ont pas été suffisamment étayées et déclare que cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.6 En ce qui concerne les griefs de l'auteur relatifs au retard excessif du traitement de la procédure qu'il avait engagée pour obtenir le droit de visite, le Comité considère que ces griefs ont été dûment étayés et que les procédures relatives à la garde et au droit de visite relèvent de la catégorie des actions en justice et que, partant, les garanties prévues au paragraphe 1 de l'article 14 s'y appliquent. Le Comité décide donc d'examiner ces griefs sur le fond.

6.7 En ce qui concerne les griefs de l'auteur au titre des articles pertinents de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité prend acte de l'argument de l'État partie selon lequel ces griefs ne relèvent pas de son mandat. Le Comité déclare par conséquent que ces griefs sont incompatibles avec les dispositions du Pacte et irrecevables *ratione materiae* en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.8 Le Comité considère que les griefs de l'auteur tirés du paragraphe 1 de l'article 14 concernant le retard excessif de la procédure judiciaire, ainsi que des articles 17, 23 et 24 du Pacte, ont été suffisamment étayés.

6.9 Compte tenu de ce qui précède, le Comité déclare que la communication est recevable, en ce qu'elle semble soulever des questions au regard du paragraphe 1 de l'article 14 et des articles 17, 23 et 24 du Pacte, et procède à son examen sur le fond.

Examen au fond

7.1 Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations qui lui avaient été communiquées par les parties.

7.2 Le Comité prend note de l'argument de l'auteur selon lequel le retrait de son fils constitue une immixtion arbitraire dans sa famille et son domicile et un manquement à l'obligation de protéger la famille, en violation des articles 17 et 23 du Pacte. Le Comité rappelle sa jurisprudence selon laquelle le terme « famille » doit être entendu au sens large et inclut les relations entre un parent et un enfant⁴. De plus, le Comité rappelle que le retrait d'un enfant à la garde de sa mère ou de son père constitue une immixtion dans la vie de famille des parents et de l'enfant⁵. La question se pose donc de savoir si une telle immixtion était arbitraire ou illégale au sens de l'article 17.

³ Voir, entre autres, les communications n° 1616/2007, *Manzano et consorts c. Colombie*, décision adoptée le 19 mars 2010, par. 6.4 ; n° 1622/2007, *L. D. L. P. c. Espagne*, décision adoptée le 26 juillet 2011, par. 6.3 ; et n° 2070/2011, *Cañada Mora c. Espagne*, décision adoptée le 28 octobre 2014, par. 4.3.

⁴ Voir les communications n° 201/1985, *Hendriks c. Pays-Bas*, constatations adoptées le 27 juillet 1988, par. 10.3 ; n° 417/1990, *Santacana c. Espagne*, constatations adoptées le 15 juillet 1994, par. 10.2 ; et n° 1052/2002, *N. T. c. Canada*, constatations du 20 mars 2007, par. 8.2.

⁵ Voir *N. T. c. Canada*, par. 8.3.

7.3 Le Comité rappelle que, lorsqu'il s'agit de garde d'enfant et de droit de visite, les critères qui doivent être pris en considération pour apprécier si l'immixtion en cause dans la vie de la famille peut ou non être justifiée par des motifs objectifs doivent être examinés, d'une part, au regard du droit effectif d'un parent et d'un enfant d'entretenir des relations personnelles et de maintenir des contacts réguliers l'un avec l'autre et, d'autre part, à la lumière de l'intérêt supérieur de l'enfant⁶. En l'espèce, le Comité constate que les autorités nationales n'ont pris aucune mesure pour permettre des contacts entre l'auteur et son fils après que l'enfant a été déplacé de Pologne, et que la demande de droit de visite de l'auteur a été rejetée par le tribunal des affaires familiales d'Australie-Occidentale le 29 janvier 2014 au motif qu'une procédure concurrente concernant la garde de l'enfant avait été engagée le 12 avril 2010, soit près de quatre ans auparavant. En l'absence d'explications de l'État partie sur ce qui justifierait le maintien d'une telle situation, le Comité considère que l'État partie n'a pas pris les mesures nécessaires pour garantir à l'auteur et à son fils le droit à une vie de famille depuis que l'enfant a été déplacé de Pologne, et que cette inaction constitue une immixtion arbitraire dans leur vie familiale.

7.4 Étant donné ce qui précède, le Comité conclut que les faits dont il est saisi constituent une immixtion arbitraire dans la famille de l'auteur, en violation du paragraphe 1 de l'article 17 du Pacte, et un manquement de l'État partie à l'obligation qui lui incombe de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit à la protection de la famille au titre du paragraphe 1 de l'article 23 du Pacte.

7.5 Pour les raisons énoncées plus haut, et en l'absence d'informations de la part de l'État partie tendant à indiquer que son refus de permettre des contacts entre l'auteur et son fils était fondé sur l'intérêt supérieur de l'enfant, le Comité conclut également que l'État partie a manqué à son obligation de prendre les mesures de protection requises en faveur du fils de l'auteur, étant donné sa condition de mineur, en violation du paragraphe 1 de l'article 24 du Pacte.

7.6 En ce qui concerne le grief de l'auteur relatif au retard excessif causé par les autorités nationales concernant sa demande de droit de visite en vertu de la Convention de La Haye, le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel le paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte vise des procédures pénales et que, partant, cette disposition ne s'applique pas aux procédures engagées en vertu de la Convention de La Haye. Cependant, le Comité rappelle son observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, selon laquelle « [u]n élément important du procès équitable est la rapidité de la procédure » et « [s]i la question des retards excessifs dans la procédure pénale est explicitement abordée à l'alinéa c) du paragraphe 3 de l'article 14, dans un procès civil les retards que ne justifient ni la complexité de l'affaire ni la conduite des parties portent atteinte au principe du procès équitable consacré par le paragraphe 1 de cette disposition »⁷. En l'espèce, le Comité constate que l'autorité centrale australienne n'a déposé la demande de droit de visite présentée par l'auteur le 6 décembre 2011 au tribunal des affaires familiales d'Australie-Occidentale que le 2 juillet 2013, soit dix-neuf mois plus tard, et que ce tribunal l'a suspendue de manière définitive le 29 janvier 2014, au motif qu'une procédure concurrente concernant la garde avait été engagée en avril 2010, près de quatre ans auparavant. Le Comité constate que l'État partie n'a pas tenté de justifier le retard avec lequel il a traité la demande de garde et la demande de droit de visite de l'auteur ni expliqué l'absence de mesures visant à aménager un régime provisoire de visite pour l'auteur, en particulier au vu des questions en jeu⁸. En conséquence, le Comité considère que la procédure

⁶ Voir la communication n° 946/2000, *L. P. c. République tchèque*, constatations adoptées le 25 juillet 2002, par. 7.3 ; et *N. T. c. Canada*, par. 8.3.

⁷ Voir l'observation générale n° 32, par. 27.

⁸ Dans le même esprit, voir la communication n° 1407/2005, *Asensi Martínez c. Paraguay*, constatations adoptées le 27 mars 2009, par. 7.3.

relative au droit de visite a été entravée par des retards excessifs, en violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

8. Le Comité des droits de l'homme, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif, constate que les faits dont il est saisi font apparaître une violation du paragraphe 1 de l'article 14 et des articles 17, 23 et 24 du Pacte.

9. Conformément au paragraphe 3 a) de l'article 2 du Pacte, l'État partie est tenu d'assurer à l'auteur un recours utile. Il doit notamment accorder pleine réparation aux personnes dont les droits au titre du Pacte ont été violés. Par conséquent, l'État partie a l'obligation, entre autres, de faire en sorte que des contacts réguliers puissent avoir lieu entre l'auteur et son fils et d'indemniser l'auteur de manière adéquate. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas.

10. Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif, l'État partie a reconnu que le Comité a compétence pour déterminer s'il y a eu violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile et exécutoire lorsqu'une violation a été établie, le Comité souhaite recevoir de l'État partie, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet aux présentes constatations. L'État partie est invité en outre à rendre celles-ci publiques et à les diffuser largement.
